

**DOSSIER DE CANDIDATURE**  
**APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT**  
**« REDUCTION DES INEGALITES SOCIALES DE SANTE 2024 »**

Partie 1 : Fiche identité du projet

<b>Titre du projet</b>		
<b>Structure(s) porteuse(s) du projet</b>		
<b>Structure bénéficiaire de la subvention</b> <i>(Dans le cas où le projet est co-porté par plusieurs associations)</i>		
<b>Numéro SIRET de la structure bénéficiaire de la subvention</b>		
<b>Représentant légal de la structure bénéficiaire de la subvention</b> <i>(Nom/ prénom/ fonction/ mail)</i>		
<b>Coordinateur du projet</b> <i>(Nom/ prénom/ fonction/ mail)</i>		
<b>Montant de la subvention en 2024 demandée pour la totalité du projet (même s'il se déroule sur plusieurs années)</b>		
<b>Quel(s) axe(s) de l'AMI RISS 2024 cette priorité couvre-t-elle ? (cocher)</b>	AXE 1 : Améliorer l'équité en santé par l'intégration de l'accompagnement social dans la promotion de la santé	<input type="checkbox"/>
	AXE 2 : Les inégalités d'accès aux professionnels de santé et le non-recours aux soins	<input type="checkbox"/>
	AXE 3 : Améliorer la régulation de l'offre sociale et médico-sociale au service des populations les plus démunies pour favoriser l'accès	<input type="checkbox"/>
	AXE 4 : Agir au plus près de là où vivent les personnes (milieux de vie, travail, ...) pour renforcer l'autonomie et permettre aux personnes de prendre des décisions favorables à leur santé	<input type="checkbox"/>

	AXE 5 : La souffrance psychosociale et la santé mentale	<input type="checkbox"/>
<b>Public(s) ciblé(s) par le projet</b>		
<b>Typologie de l'action (cocher)</b>	Nouvelle action/projet	<input type="checkbox"/>
	Amplification d'une action/projet existant	<input type="checkbox"/>
<b>Date de mise en œuvre prévue du projet (début) :</b>		
<b>Durée prévue du projet ( nombre de mois ou d'années)</b>		
<b>Territoire concerné</b>		

Partenaire(s) engagé(s) dans la mise en œuvre du projet

Nom de l'organisme	Nom du partenaire	Téléphone Email	Fonction

Fournir une lettre d'engagement pour chacun des partenaires parties prenantes impliqués dans le projet, précisant leurs missions.

Résumé de l'action/projet

<p><b>Résumé du projet</b>          (Contexte, objectifs du projet et brève description des méthodes qui seront employées pour les atteindre, résultats attendus, etc.)  <i>(Maximum 2500 caractères espaces compris)</i></p>



Justification de l'action/projet

<b>Décrire succinctement les besoins repérés et en quoi le projet répond à ces besoins ?</b> (Besoins de santé identifiés, articulation avec l'existant, etc.) (Maximum ½ page)

Objectifs de l'action/projet

<b>Objectif général</b>

<b>Objectifs spécifiques</b> Pour chaque objectif, décrire la ou les actions (= objectifs opérationnels) pour y arriver
<b>Objectif spécifiques n°1 et action(s)</b>
<b>Objectif spécifiques n°2 et action(s)</b>
<b>Objectif spécifiques n°3 et action(s)</b>



<b>Etc.</b>

## Populations cibles

<b>Public(s) bénéficiaire(s)</b> (Caractéristiques sociales, nombre, âge, sexe ...) (Maximum 2000 caractères espaces compris)

## Modalités de réalisation de l'action/projet

<b>Description détaillée de la stratégie d'intervention</b> (Maximum 1 page)

<b>Description détaillée de la gouvernance / pilotage du projet (incluant les articulations régionales et nationales), le cas échéant</b> (Maximum ½ page)

<b>Description des moyens humains / structures sur lesquels s'appuie le projet</b> (Maximum ½ page) <i>Préciser les recrutements et leur quotité envisagés</i>



**Description des moyens matériels nécessaires pour le projet**  
(Maximum ½ page)

**Résultats attendus et valeur cible pour chacun des objectifs spécifiques**  
(Maximum 1 page)

### Calendrier et étapes clefs de l'action/projet

Adéquation du calendrier proposé au regard des objectifs du projet

<b>Etapes</b>	<b>Description</b> (Maximum 1 page)
<b>2023</b>	
<b>2024</b>	
<b>2025</b>	



## Evaluation de l'action/projet

Les modalités et moyens d'évaluation des projets doivent être décrits : préciser de manière précise les indicateurs de processus et de résultats, décrire la / les méthode(s) d'évaluation ...

### **Méthodologie d'évaluation**

*(Maximum 1 page)*

### **Le cas échéant, décrire la collaboration universitaire ou l'appui d'un organisme de recherche ou d'évaluation concourant à la qualité de l'évaluation**

*(Maximum 1 page)*



## PARTIE 3 : BUDGET PREVISIONNEL ET FINANCEMENT

### a) Postes budgétaires clefs

Justifier le budget demandé en regard des postes budgétaires ci-dessous :

Postes	Détails	Montants (en euros)
<b>Moyens humains</b> (détailler fonctions et quotités)		
<b>Moyens matériels</b> (à détailler)		
<b>Communication</b> (à détailler)		
<b>Evaluation</b> (à détailler)		
<b>Autres postes</b> (à détailler)		
<b>Total du budget sur le fonds de lutte contre les addictions</b>		
<b>Total du budget du projet</b>		

### b) Budget prévisionnel détaillé

Pour les projets pluriannuels, il convient de présenter un budget prévisionnel global puis un budget prévisionnel pour chacune des années. Le projet doit débiter à compter de 2023. Ainsi, si vous sollicitez une subvention pour un projet dont la durée est de 3 ans, 4 budgets seront à présenter

**Le total des charges doit être égal au total des produits.**



## Budget global du projet (N + N+1 + N+2)

En cas d'action pluriannuelle, renseigner un budget prévisionnel pour chaque année de mise en œuvre de l'action

CHARGES	Montant <sup>10</sup>	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>		<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		<b>74- Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	
Autres fournitures		Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
<b>61 - Services extérieurs</b>		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>		-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions		Commune(s) :	
Services bancaires, autres		-	
<b>63 - Impôts et taxes</b>		Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
<b>64- Charges de personnel</b>		-	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>66- Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>76 - Produits financiers</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>		<b>78 – Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
<b>Charges fixes de fonctionnement</b>			
<b>Frais financiers</b>			
<b>Autres</b>			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>13</sup></b>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>		<b>TOTAL</b>	
<b>La subvention de.....€ représente .....% du total des produits :</b>			
(montant attribué/total des produits) x 100.			

<sup>10</sup>Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup>L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>12</sup>Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

## Exercice 2024

CHARGES	Montant <sup>10</sup>	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>		<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		<b>74- Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	
Autres fournitures		Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
<b>61 - Services extérieurs</b>		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>		-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions		Commune(s) :	
Services bancaires, autres		-	
<b>63 - Impôts et taxes</b>		Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
<b>64- Charges de personnel</b>		-	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>66- Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>76 - Produits financiers</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>		<b>78 – Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
<b>Charges fixes de fonctionnement</b>			
<b>Frais financiers</b>			
<b>Autres</b>			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>13</sup></b>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>		<b>TOTAL</b>	
<b>La subvention de.....€ représente .....% du total des produits :</b> (montant attribué/total des produits) x 100.			

<sup>10</sup>Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup>L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>12</sup>Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.



## Exercice 2025

CHARGES	Montant <sup>10</sup>	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>		<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		<b>74- Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	
Autres fournitures		Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
<b>61 - Services extérieurs</b>		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>		-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions		Commune(s) :	
Services bancaires, autres		-	
<b>63 - Impôts et taxes</b>		Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
<b>64- Charges de personnel</b>		-	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>66- Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>76 - Produits financiers</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>		<b>78 – Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
<b>Charges fixes de fonctionnement</b>			
<b>Frais financiers</b>			
<b>Autres</b>			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>13</sup></b>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>		<b>TOTAL</b>	
<b>La subvention de.....€ représente .....% du total des produits :</b> (montant attribué/total des produits) x 100.			

<sup>10</sup>Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup>L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>12</sup>Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.



## Exercice 2026

CHARGES	Montant <sup>10</sup>	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>		<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		<b>74- Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	
Autres fournitures		Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
<b>61 - Services extérieurs</b>		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>		-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions		Commune(s) :	
Services bancaires, autres		-	
<b>63 - Impôts et taxes</b>		Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
<b>64- Charges de personnel</b>		-	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>66- Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>76 - Produits financiers</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>		<b>78 – Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
<b>Charges fixes de fonctionnement</b>			
<b>Frais financiers</b>			
<b>Autres</b>			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>13</sup></b>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>		<b>TOTAL</b>	
<b>La subvention de.....€ représente .....% du total des produits :</b> (montant attribué/total des produits) x 100.			

<sup>10</sup>Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup>L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>12</sup>Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.



c) Cofinancement(s) de l'action/projet

<b>Autres financements (demandés, obtenus, prévus)</b>

**Préciser les montants et les noms des organismes financeurs**

<b>Nom de l'organisme</b>	<b>Montant demandé</b>	<b>Montant obtenu</b>



## Partie 4 : DECLARATION SUR L'HONNEUR- ENGAGEMENTS ET SIGNATURES

**Cette fiche doit obligatoirement être remplie pour toute demande quel que soit le montant de la subvention sollicitée.** Si le signataire n'est pas le représentant légal du demandeur, joindre le pouvoir lui permettant d'engager celle-ci.

Je soussigné(e), (nom et prénom) .....

Représentant(e) légal(e) du demandeur.....

- Certifie que le demandeur est en règle au regard de l'ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements correspondants ;

- Certifie exactes et sincères les informations du présent dossier, notamment la mention de l'ensemble des demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ainsi que l'approbation du budget par les instances statutaires ;

- Conformément aux critères d'éligibilité du cahier des charges permettant le financement d'actions régionales dans le cadre du fonds de lutte contre les addictions, certifie que l'organisme ..... n'a aucun lien avec l'industrie du tabac, de l'alcool ou du cannabis.

- [si le demandeur est une association] Certifie que l'association respecte les principes et valeurs de la Charte des engagements réciproques conclue le 14 février 2014 entre l'État, les associations d'élus territoriaux et le Mouvement associatif, ainsi que les déclinaisons de cette charte ;

- [si le demandeur est une association] que l'association a perçu un montant total et cumulé d'aides publiques (subventions financières -ou en numéraire- et en nature) sur les trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) :

Inférieur ou égal à 500 000 €

Supérieur à 500 000 €

- Demande une subvention de :.....

- Précise que cette subvention, si elle est accordée, devra être versée au compte bancaire du bénéficiaire (**joindre un RIB**).

Fait, le ..... à .....

Cachet de l'organisme ET Signature

### Attention

Toute fausse déclaration est passible de peines d'emprisonnement et d'amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal.

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'Etablissement auprès duquel vous avez déposé votre dossier.

